

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 47.021/2/V
DU 5 AOÛT 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Secrétaire d'État à la Mobilité, le 10 juillet 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "modifiant la loi du 4 décembre 2006 relative à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire, la loi du 19 décembre 2006 relative à la sécurité d'exploitation ferroviaire et la loi du (...) relative à l'interopérabilité du système ferroviaire au sein de la Communauté européenne en ce qui concerne le recours contre certaines décisions de l'organe de contrôle de sécurité", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Formalités préalables

Conformément à l'article 6, § 4, 3/, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'avant-projet examiné doit être soumis à la procédure d'association des gouvernements régionaux.

Dans le dossier joint à la demande d'avis, ne figurent toutefois que les copies des courriers adressés aux gouvernements régionaux le 10 juillet 2009, date de la saisine de la section de législation du Conseil d'État.

Il revient par conséquent à l'auteur de l'avant-projet de s'assurer du bon accomplissement de cette formalité préalable.

Observations particulières

Dispositif

Articles 2 et 3

1. L'article 2 de l'avant-projet vise à insérer cinq alinéas supplémentaires dans l'article 66/1, en projet, de la loi du 4 décembre 2006 relative à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire ¹, inséré par l'avant-projet faisant l'objet de l'avis 47.020/2/V donné ce jour ².

Ces cinq nouveaux alinéas traitent de la procédure suivie par la Cour d'appel de Bruxelles, pour l'examen des recours formés contre les décisions prises par l'organe de contrôle, en application des articles 63, §§ 2 et 3, et 64, de la loi précitée.

Afin de mieux distinguer, parmi les dispositions en projet relatives au recours juridictionnel organisé contre les décisions de l'organe de contrôle, celles devant être adoptées selon la procédure bicamérale parfaite prévue par l'article 77 de la Constitution, de celles réglant une matière visée à l'article 78 de la Constitution, il serait préférable de leur consacrer deux articles distincts.

Pour ce faire, il conviendrait de consacrer un nouvel article 66/2 aux cinq alinéas que l'article 2 de l'avant-projet vise à insérer dans la loi du 4 décembre 2006 précitée ³.

(1) Loi du 4 décembre 2006 dont l'intitulé complet doit être mentionné dans le membre de phrase liminaire de l'article 2 de l'avant-projet.

(2) Avant-projet de loi "modifiant la loi du 4 décembre 2006 relative à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire, la loi du 19 décembre 2006 relative à la sécurité d'exploitation ferroviaire et le Code judiciaire en ce qui concerne le recours contre certaines décisions de l'organe de contrôle et de l'autorité de sécurité".

(3) En remplaçant, dans le premier de ces alinéas, les mots "le recours visé à l'alinéa précédent" par les mots "le recours visé à l'article 66/1".

2. La même observation vaut pour l'article 3 de l'avant-projet : les alinéas que cette disposition vise à ajouter à l'article 14/5, en projet, de la loi du 19 décembre 2006 relative à la sécurité d'exploitation ferroviaire, devant être insérés sous la forme d'un article 14/6.

Article 4

1. L'article 4 de l'avant-projet vise à insérer dans l'article 35 de l'avant-projet de loi "relative à l'interopérabilité du système ferroviaire au sein de la communauté européenne" ⁴, deux alinéas rédigés comme suit :

"Lorsque, en application de l'article 14/5 de la loi du 19 décembre 2006 relative à la sécurité d'exploitation ferroviaire, un recours, visant à obtenir la révision d'une décision de l'autorité de sécurité confirmant son refus d'autorisation de mise en service d'un véhicule, a été introduit devant la cour d'appel de Bruxelles, celle-ci décide, d'office ou à la demande des parties, au plus tard dans les dix jours qui suivent l'introduction de la cause, si elle demande ou non à l'Agence de rendre un avis.

Conformément à l'article 21, § 10, de la directive 2008/57/CE du 17 juin 2008 relative à l'interopérabilité du système ferroviaire au sein de la communauté, l'Agence rend son avis, et le notifie à la cour d'appel de Bruxelles, à la partie qui a introduit le recours et à l'autorité de sécurité qui a refusé d'accorder une autorisation."

En ce qu'il règle la procédure suivie par la Cour d'appel de Bruxelles, lors du traitement des recours introduits contre certaines décisions de l'autorité de sécurité, l'alinéa 1^{er} de cette disposition trouverait mieux sa place aux côtés des articles 14/5 et, le cas échéant, 14/6, en projet, de la loi du 19 décembre 2006 précitée. Il pourrait en former soit l'article 14/6, § 2, soit l'article 14/7 ⁵.

2. L'alinéa 2 de la disposition en projet doit, pour sa part, être omis. Il ne revient, en effet, pas au législateur de définir les missions de l'Agence ferroviaire européenne.

⁽⁴⁾ Faisant l'objet de l'avis 47.019/2/V donné ce jour.

⁽⁵⁾ L'intitulé de l'avant-projet devrait être adapté en conséquence.

Article 5

L'article 5 de l'avant-projet examiné, dispose que celui-ci entre en vigueur le 1^{er} juillet 2010, tout en permettant au Roi de fixer une date d'entrée en vigueur antérieure pour chacune de ses dispositions.

Le Conseil d'État n'aperçoit pas ce qui nécessite de donner à l'avant-projet examiné une date d'entrée en vigueur différente de celle du 3 décembre 2009 ⁶, prévue pour les avant-projets faisant l'objet des avis 47.018/2/V et 47.019/2/V, donnés ce jour.

⁽⁶⁾ Il s'agit de l'avant-projet de loi "modifiant la loi du 4 décembre 2006 relative à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et la loi du 19 décembre 2006 relative à la sécurité d'exploitation ferroviaire, en ce qui concerne principalement la certification du personnel et la maintenance des véhicules" et de l'avant-projet de loi "relative à l'interopérabilité du système ferroviaire au sein de la Communauté européenne".

La chambre était composée de

Messieurs	M. HANOTIAU,	président de chambre,
	Ph. QUERTAINMONT,	conseillers d'État,
	L. CAMBIER,	
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été rédigé par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

M. HANOTIAU

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 47.021/2/V
VAN 5 AUGUSTUS 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede vakantiekamer, op 10 juli 2009 door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 4 december 2006 betreffende het gebruik van de spoorweginfrastructuur, de wet van 19 december 2006 betreffende de exploitatieveiligheid van de spoorwegen en de wet van (...) betreffende de interoperabiliteit van het spoorwegsysteem in de Europese Gemeenschap wat de rechtsmiddelen tegen sommige beslissingen van het toezichthoudende orgaan en de veiligheidsinstantie betreft", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3/, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen moeten de gewestregeringen betrokken worden bij het uitwerken van het onderzochte voorontwerp.

Het dossier dat bij de adviesaanvraag gevoegd is, bevat evenwel alleen de kopieën van de brieven die op 10 juli 2009, de datum waarop de afdeling Wetgeving van de Raad van State om advies is verzocht, aan de gewestregeringen zijn toegezonden.

De steller van het voorontwerp dient derhalve erop toe te zien dat dit voorafgaande vormvereiste naar behoren wordt vervuld.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikelen 2 en 3

1. Artikel 2 van het voorontwerp strekt ertoe vijf bijkomende leden in te voegen in het ontworpen artikel 66/1 van de wet van 4 december 2006 betreffende het

gebruik van de spoorweginfrastructuur ¹, welk artikel wordt ingevoegd bij het voorontwerp waarover heden advies 47.020/2/V is verstrekt ².

Deze vijf nieuwe leden betreffen de procedure die het hof van beroep te Brussel volgt inzake het onderzoek van de beroepen ingesteld tegen de beslissingen die met toepassing van de artikelen 63, §§ 2 en 3, en 64 van de voornoemde wet door het toezichthoudend orgaan zijn genomen.

Teneinde onder de ontworpen bepalingen die het jurisdictioneel beroep betreffen dat tegen de beslissingen van het toezichthoudend orgaan is georganiseerd, die welke moeten worden aangenomen volgens de procedure van het volledige bicameralisme voorgeschreven bij artikel 77 van de Grondwet beter te onderscheiden van die welke een aangelegenheid regelen als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet, zou het beter zijn ze in twee onderscheiden artikelen op te nemen.

Daartoe dienen deze vijf leden die artikel 2 van het voorontwerp beoogt in te voegen in de voornoemde wet van 4 december 2006, opgenomen te worden in een nieuw artikel 66/2 ³.

2. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 3 van het voorontwerp : de leden die deze bepaling beoogt toe te voegen in het ontworpen artikel 14/5 van de wet van 19 december 2006 betreffende de exploitatieveiligheid van de spoorwegen moeten worden ingevoegd in de vorm van een artikel 14/6.

(1) Het volledige opschrift van de wet van 4 december 2006 moet worden vermeld in de inleidende zin van artikel 2 van het voorontwerp.

(2) Voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 4 december 2006 betreffende het gebruik van de spoorweginfrastructuur, de wet van 19 december 2006 betreffende de exploitatieveiligheid van de spoorwegen en het Gerechtelijk Wetboek wat de rechtsmiddelen tegen bepaalde beslissingen van het toezichthoudend orgaan en de veiligheidsinstantie betreft".

(3) Waarbij in het eerste van die vijf leden de woorden "het in het voorgaande lid bedoelde beroep" vervangen worden door de woorden "het beroep bedoeld in artikel 66/1".

Artikel 4

1. Artikel 4 van het voorontwerp beoogt in artikel 35 van het voorontwerp van wet "betreffende de interoperabiliteit van het spoorwegsysteem in de Europese Gemeenschap" ⁴ twee leden in te voegen, luidende :

"Wanneer met toepassing van artikel 14/5 van de wet van 19 december 2006 betreffende de exploitatieveiligheid van de spoorwegen bij het hof van beroep te Brussel een beroep werd aanhangig gemaakt tot herziening van een beslissing van de veiligheidsinstantie waarbij deze haar weigering bevestigt om de indieningstelling van een voertuig toe te laten, dan beslist dat hof, ambtshalve of op vraag van de partijen, binnen de tien dagen die volgen op de indiening van de zaak, of het al dan niet een advies aan het Bureau vraagt.

Overeenkomstig artikel 21, § 10, van richtlijn 2008/57/EG van 17 juni 2008 betreffende de interoperabiliteit van het spoorwegsysteem in de Gemeenschap, verleent het Bureau zijn advies en geeft het ervan kennis aan het hof van beroep te Brussel, aan de partij die de zaak heeft ingeleid en aan de veiligheidsinstantie die geweigerd heeft, toelating te geven."

In zoverre het eerste lid van deze bepaling de procedure regelt die het hof van beroep te Brussel volgt bij de behandeling van de beroepen ingesteld tegen sommige beslissingen van de veiligheidsinstantie, zou het eerder thuis horen bij het ontworpen artikel 14/5 - en in voorkomend geval het ontworpen artikel 14/6 - van de voornoemde wet van 19 december 2006. Het zou ofwel artikel 14/6, § 2, ofwel artikel 14/7 ervan kunnen vormen ⁵ .

2. Het tweede lid van de ontworpen bepaling moet zijnerzijds vervallen. Het staat immers niet aan de wetgever om de taken van het Europees Spoorwegbureau vast te leggen.

⁽⁴⁾ Waarover heden advies 47.019/2/V is verstrekt.

⁽⁵⁾ Het opschrift van het voorontwerp zou alsdan dienovereenkomstig dienen te worden aangepast.

Artikel 5

Artikel 5 van het onderzochte voorontwerp bepaalt dat deze wet in werking treedt op 1 juli 2010, maar dat de Koning voor elk van de bepalingen ervan een vroegere datum van inwerkingtreding kan vaststellen.

Het is de Raad van State niet duidelijk om welke reden het onderzochte voorontwerp een andere datum van inwerkingtreding moet hebben dan 3 december 2009, de datum die is vastgesteld voor de voorontwerpen waarover heden de adviezen 47.018/2/V en 47.019/2/V ⁶ zijn verstrekt.

⁽⁶⁾ Respectievelijk verstrekt over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 4 december 2006 betreffende het gebruik van de spoorweginfrastructuur en van de wet van 19 december 2006 betreffende de exploitatieveiligheid van de spoorwegen, voornamelijk wat de certificering van het veiligheidspersoneel en het onderhoud van de voertuigen betreft" en over een voorontwerp van wet "betreffende de interoperabiliteit van het spoorwegsysteem in de Europese Gemeenschap".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	M. HANOTIAU,	kamervoorzitter,
	Ph. QUERTAINMONT,	staatsraden,
	L. CAMBIER,	
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd opgesteld door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE, staatsraad.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

M. HANOTIAU